

Le masque tombe enfin. Depuis des mois, tout ce que Solidaires Finances Publiques dénonce au plan national comme au local apparaît aujourd'hui au grand jour dans cette « propagande » intitulée :

LIGNES DIRECTRICES DE LA DGFIP

Pour faire le lien, si on regarde attentivement, cette volonté de laisser chaque niveau local décider de ses propres règles ne renvoie t-elle pas à un autre projet rétrograde de loi sur le travail actuellement fortement combattu?

Quand l'administration écrit : « Notre devoir collectif est de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour que la DGFIP reste une grande administration où beaucoup de fonctionnaires aimeraient travailler, répondant aux attentes des pouvoirs publics et des citoyens. Nos valeurs sont communes et fortes : ce sont celles du service public ».

Solidaires Finances Publiques est en phase avec cela, mais constate que, très rapidement, c'est la désillusion... et le ton est donné : « L'âge d'or, c'est-à-dire le passé embelli et perdu, est un mythe. ... certaines inflexions « post fusion » ont d'ores et déjà été décidées – Il faut les mettre en perspective – ... elles vont se poursuivre ... »

Nous vous livrons ci-dessous des extraits de cette feuille de route avec les commentaires de Solidaires Finances Publiques.

DGFIP: P3 - « Chacun le sait : nos moyens diminuent et nos charges augmentent. Pour faire face à cette situation, il faut donc sans relâche rechercher la façon de gagner en productivité, ... »

SFP : Malgré l'évidence du manque de moyens, pour l'administration la **productivité reste la principale option**. Pour Solidaires Finances Publiques, la solution c'est de positionner des agents face aux charges qui augmentent, pas des statistiques ; c'est de pouvoir travailler avec sens et dans de bonnes conditions.

DGFIP : P4 • Tirer le meilleur parti des nouvelles technologies notamment Internet
« Mais il reste une évidence : la dématérialisation et les outils numériques sont une source essentielle d'allègement de tâches... Qui plus est, le numérique permet un meilleur service public : permanence, continuité, disponibilité, adaptation.
Accéder à l'administration depuis son domicile et 24h/24, ... »

SFP : Pour l'administration, la dématérialisation est synonyme de meilleur service public (24h/24) et de gain de productivité (donc de suppression d'emplois).
Pour SFP, l'@-administration comme unique point d'accès (ou presque) c'est moins de service public de proximité et la fin programmée de l'accueil physique. Quant aux supposés gains de productivité, le traitement des divers listing d'anomalies nous prouve le contraire depuis longtemps

DGFIP : P6 « Les équipes doivent avoir la « masse critique »... Il n'est plus possible de garantir ce haut niveau d'expertise ... »

SFP : CQFD (en contradiction totale avec le paragraphe précédent...)

DGFIP : P3 • Faire confiance à nos partenaires dans un esprit d'ouverture
«...leur permettre d'accéder directement aux informations grâce à une ouverture plus large de nos fichiers,... »

P8 : • **Open data ... et France connect**

SFP : Pour l'administration, la confiance passe par l'ouverture totale de nos fichiers aux acteurs externes, publics... ou non.
Pour nous, l'ouverture sans contrôle c'est amplifier les **risques sur la confidentialité et la protection des données**.

Quand on sait que le commerce des données est maintenant une priorité pour les entreprises et qu'il génère des milliards d'euros (ainsi que des tentatives -loin d'être toujours infructueuses- incessantes de piratage), on en a froid dans le dos....

DGFIP : P5 « ... haut niveau d'expertise et de service ... »

« La législation fiscale se complexifie et les changements qui l'affectent sont incessants ; les attentes à notre égard, de la part des collectivités locales ... sont croissantes ; Enfin, n'oublions pas que l'expertise, c'est aussi le soutien technique aux équipes de terrain. »

SFP : L'administration semble découvrir les attentes de nos partenaires comme les collectivités locales surtout avec la réforme territoriale. Elle affirme notre niveau d'expertise et le besoin des

équipes de terrain, mais, dans la réalité, ces missions sont négligées et les services n'ont pas le soutien promis.

De plus, la volonté de former les cadres uniquement au management et plus du tout au technique est bien évidemment à l'opposé du but affiché (officiellement) de technicité.

P6 « • La formation doit se maintenir à haut niveau en s'adaptant Il faut aussi profiter pleinement des innovations permises notamment par le numérique, car elles rendent possibles la démultiplication des actions de formation à moindre coût tout en rencontrant l'aspiration des agents (éviter si possible d'avoir à se déplacer pour se former). »

SFP : les termes parlent d'eux-mêmes : **Formation de haut niveau pour l'administration = formation à moindre coût et @formation.**

Pour Solidaires Finances Publiques, la formation de haut niveau, ce sont de vrais formateurs face à de vrais stagiaires et non pas des agents face à leurs écrans.

DGFIP : **P7** « • Notre organisation doit privilégier la continuité et la qualité de service plutôt que la proximité physique immédiate avec les usagers

... Les transférer pour les fusionner avec d'autres postes... C'est une évolution nécessaire qui se fait et se poursuivra à un rythme raisonnable. »

SFP : Poser comme postulat que la qualité serait à l'opposé de la proximité physique, il fallait oser, la DGFIP l'a fait. C'est clair, l'option retenue est celle d'un service continu (quid des conditions de travail des agents) et virtuel au détriment de l'accueil physique de l'usager.

Solidaires Finances Publiques l'a dénoncé depuis longtemps, on y est : regroupement de services et fermeture des points d'accueil, suppression d'emplois et obligation du tout numérique pour l'usager.

DGFIP : **P8** « • Mieux valoriser nos travaux à haute valeur ajoutée ... c'est utile pour promouvoir la « marque » DGFIP, ... »

SFP : Après les « clients », voici maintenant la « haute valeur ajoutée », et la « marque DGFIP ». A quand la cotation au CAC40 et des stock-options aux directeurs ?

Pour Solidaires Finances Publiques la DGFIP n'est pas à vendre !

Ce sont les agents qui font la valeur et le crédit de notre administration, c'est à eux que doit revenir la reconnaissance (pécuniaire même, tant qu'on y est).

DGFIP : **P9** « - Il n'y aura pas de bon service public sans des collaborateurs à l'aise dans leurs fonctions, pas plus qu'il n'y aurait d'agents épanouis ... - notre attachement collectif au service public et à ses valeurs nous interdit de perdre de vue l'objectif de bon fonctionnement et de qualité du service dont nous avons la charge... »

SFP : Il vaut mieux entendre ça que d'être sourd !!! De qui se moque t-on ? Suppression d'emplois, augmentation de la pression sur les agents, fermetures de services et de sites, renvoi des usagers vers le net, baisse des dotations globales de fonctionnement, chantage aux collectivités pour ne pas qu'elles optent pour la gestion de l'eau en régie, etc...

DGFIP : « Réflexion ou expérimentation en cours :

- modifications récemment apportées aux règles de gestion pour, en particulier, réduire le « turnover »...

- télétravail et travail à distance
- postes à profil ou à avis

SFP : C'est la volonté affichée de limiter la mobilité des agents, supprimer la règle de l'ancienneté et laisser la place à l'arbitraire.

DGFIP : **P11** « - Chacun a droit à la vérité... Chacun a droit à la transparence...

Nous partageons tous la volonté d'offrir à la fois le meilleur service possible et

les conditions de travail les plus épanouissantes.

Nous pouvons donc avoir confiance dans l'avenir, avec réalisme et lucidité ... »

SFP 974 : Passons sur le fait qu'il a fallu se battre des mois pour avoir connaissance partielle du plan de restructuration.

On constate que « le meilleur service possible », (dont rien ne dit qu'il serait public ni d'ailleurs qu'il serait de haut niveau), passe bien évidemment avant les conditions de travail.

DGFIP : **P10** « • Porter une attention soutenue aux cadres Saisir toutes les opportunités qui peuvent exister de desserrer les contraintes qui pèsent sur la gestion des cadres... »

SFP : Soutenir les cadres est louable en soi, mais c'est bien l'ensemble des agents (tous grades confondus) qui doit bénéficier d'une attention particulière. Qui plus est, « desserrer les contraintes » sous-tend une flexibilité accrue de cette catégorie de personnel. Comme attention, on a vu mieux !

DGFIP : **P9** « • Faire évoluer nos règles RH pour mieux tenir compte des besoins du service tout en étant attentif aux situations individuelles

Il convient de faire évoluer nos règles de gestion lorsqu'elles conduisent à des conséquences négatives au regard de l'objectif de bon fonctionnement du service. (...) Une des pistes consiste à ne modifier les règles actuelles que pour ceux qui vont entrer dans la fonction publique ou qui changent de grade et non pour ceux qui sont déjà agents de la DGFIP... »

SFP : C'est la mise en place d'un statut à deux vitesses (droits et rémunération) pour des collègues qui rempliront la même mission. « L'attention aux situations individuelles » promet une gestion au bon vouloir du Directeur. La priorité sera le rendement du service. Et qui peut croire que les 2 situations parallèles vont perdurer ? Le moins-disant sera la norme (comme La Poste en son temps).